

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1993 B 03976 Numéro SIREN : 383 960 135 Nom ou dénomination : CHRONOPOST
--

Ce dépôt a été enregistré le 20/06/2022 sous le numéro de dépôt 65038



20220650382018

DATE DEPOT : 20/06/2022

N° DE DEPOT : 65038

N° GESTION : 1993B03976

N° SIREN : 383960135

DENOMINATION : CHRONOPOST

ADRESSE : 3 bd Romain Rolland 75014 Paris

MILLESIME : 2018

21 JUIN 2022

Sous le N° :

65038

CHRONOPOST

Société par actions simplifiée au capital de 32.632.000 euros

Siège social : 3 boulevard Romain Rolland – 75014 PARIS

RCS PARIS 383 960 135

**EXTRAIT
PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 14 JUIN 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le quatorze juin, GEOPOST, Société Anonyme au capital de 701.573.487 euros, ayant son siège social au 26, Rue Guynemer– 92130 Issy les Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 340 012 392, représentée par Monsieur Paul Marie CHAVANNE, en qualité de Président Directeur Général, Associé unique de la Société CHRONOPOST SAS.

[...]

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve ces comptes tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels font ressortir un bénéfice de 53.784.142,24 euros, auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur d'un montant de zéro euro, formant un bénéfice distribuable de 53.784.142,24 euros.

L'Associé unique décide d'affecter le bénéfice distribuable de 53.784.142,24 euros, de la façon suivante :

- Au report à nouveau pour le montant de 24.784.142,24 euros
- A titre de distribution de dividendes pour un montant de 29.000.000 euros. Le dividende versé par action s'élève à 0,88 euros

Le paiement des dividendes sera effectué en deux versements, à savoir un premier versement de 15.000.000 euros le 15 juin 2019, et un second versement de 14.000.000 euros le 15 septembre 2019.

L'Associé unique précise que le montant des dividendes distribués au cours des trois exercices précédents, ont été les suivants :

La société n'a versé aucun dividende au titre des exercices 2015 et 2016.

La société a versé 26.456.164,04 euros de dividendes au titre de l'exercice 2017. Le dividende versé par action s'élève à 0,81 euros.

En application des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, l'Associé unique prend acte du montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant pour l'exercice clos à 210.738,99 euros, ainsi que d'un impôt sur les sociétés (théorique, avant prise en compte de l'intégration fiscale) équivalent à 72.388,84 euros.

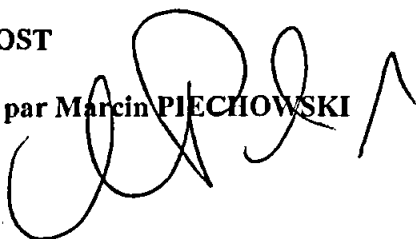
[...]

Pour extrait certifié conforme

CHRONOPOST

Président

Représentée par Marcin PIECHOWSKI



CIIRONOPOST
Société par actions simplifiée au capital de 32.632.000 euros
Siège social : 3 boulevard Romain Rolland – 75014 PARIS
RCS PARIS 383 960 135

**EXTRAIT
PROJET DE RESOLUTIONS**

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

[...]

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir examiné les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve ces comptes tels qu'ils lui ont été présentés, lesquels font ressortir un bénéfice de 53.784.142,24 euros, auquel s'ajoute le report à nouveau antérieur d'un montant de zéro euro, formant un bénéfice distribuable de 53.784.142,24 euros.

L'Associé unique décide d'affecter le bénéfice distribuable de 53.784.142,24 euros, de la façon suivante :

- Au report à nouveau pour le montant de 24.784.142,24 euros
- A titre de distribution de dividendes pour un montant de 29.000.000 euros. Le dividende versé par action s'élève à 0,88 euros

Le paiement des dividendes sera effectué en deux versements, à savoir un premier versement de 15.000.000 euros le 15 juin 2019, et un second versement de 14.000.000 euros le 15 septembre 2019.

L'Associé unique précise que le montant des dividendes distribués au cours des trois exercices précédents, ont été les suivants :

La société n'a versé aucun dividende au titre des exercices 2015 et 2016.

La société a versé 26.456.164,04 euros de dividendes au titre de l'exercice 2017. Le dividende versé par action s'élève à 0,81 euros.

En application des articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, l'Associé unique prend acte du montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant pour l'exercice clos à 210.738,99 euros, ainsi que d'un impôt sur les sociétés (théorique, avant prise en compte de l'intégration fiscale) équivalent à 72.388,84 euros.

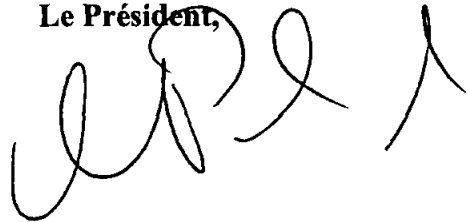
[...]

CHRONOPOST

Société par actions simplifiée au capital de 32.632.000 euros
Siège social : 3 boulevard Romain Rolland – 75014 PARIS
RCS PARIS 383 960 135

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2018
BILAN et COMPTE DE RESULTAT

Certifié conforme à l'original,
Le Président,

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the end, positioned below the text 'Le Président,'.

BILAN ACTIF					
Rubriques	KE	Montant Brut	Amortissements	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires		74 704	63 705	10 999	11 781
Fonds commercial		201		201	201
Autres					
Immobilisations incorporelles en cours		7 427		7 427	5 203
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		10 132		10 132	10 132
Constructions		46 134	30 483	15 650	17 775
Installations techniques, matériel, outillage		147 733	83 769	63 964	52 306
Autres		114 658	77 434	37 224	33 978
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes		12 622		12 622	17 164
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations		79 775		79 775	71 733
Créances rattachées à des participations		6 049		6 049	2 111
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts		123		123	77
Autres immobilisations financières		7 770	24	7 745	5 560
ACTIF IMMOBILISE		507 327	255 415	251 912	228 021
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes		485		485	407
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés		224 809	12 365	212 444	205 566
Autres		159 955	517	159 438	146 748
Capital souscrit et appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
Actions propres					
Autres titres					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		3 140		3 140	3 921
Charges constatées d'avance		7 713		7 713	11 037
ACTIF CIRCULANT		396 102	12 882	383 220	367 679
Primes d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL		903 429	268 297	635 131	595 700

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	K€	31/12/2018	31/12/2017
Capital		32 632	32 632
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserve légale		3 263	3 263
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			-13 592
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		53 784	40 048
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		27 089	23 276
CAPITAUX PROPRES		116 768	85 628
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		100 254	107 397
Provisions pour charges		1 421	540
PROVISIONS		101 676	107 937
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		276	184
Emprunts et dettes financières divers		104 924	107 287
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		159 693	147 809
Dettes fiscales et sociales		101 933	100 354
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		4 400	2 728
Autres dettes		25 192	23 876
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		20 270	19 897
DETTES		416 688	402 135
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL		635 131	595 700

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	KE	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue de services		980 397	227 352	1 207 749	1 076 500
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		980 397	227 352	1 207 749	1 076 500
Production stockée					
Production immobilisée				3 706	1 602
Produits nets partiels sur opérations à long terme					
Subventions d'exploitation				9 289	11 339
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges				2 272	1 675
Autres produits					
PRODUITS D'EXPLOITATION				1 223 015	1 091 116
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				3 741	3 394
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				868 539	763 059
Impôts, taxes et versements assimilés				15 339	15 091
Salaires et traitements				140 832	135 402
Charges sociales				64 170	59 322
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				32 015	24 986
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations					
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				1 672	1 800
Dotations aux provisions				6 047	6 152
Autres charges				8 274	8 250
CHARGES D'EXPLOITATION				1 140 629	1 017 457
RESULTAT D'EXPLOITATION				82 386	73 660
QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations				1 073	1 012
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				7	
Autres intérêts et produits assimilés				13	9
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges				14	883
Différences positives de change				4	45
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
PRODUITS FINANCIERS				1 111	1 948
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions					38
Intérêts et charges assimilés				3 449	4 335
Différences négatives de change				55	31
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES				3 504	4 405
RESULTAT FINANCIER				-2 393	-2 457
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				79 993	71 203

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	K€	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		54	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		106	1
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		8 617	1 846
PRODUITS EXCEPTIONNELS		8 777	1 847
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		56	38
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		241	2
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		5 520	4 721
CHARGES EXCEPTIONNELLES		5 816	4 761
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 961	-2 914
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		7 774	7 132
Impôts sur les bénéfices		21 396	21 109
TOTAL DES PRODUITS		1 232 903	1 094 912
TOTAL DES CHARGES		1 179 119	1 054 864
BENEFICE OU PERTE		53 784	40 048



CHRONOPOST SAS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ETABLIS AU 31/12/2018

SOMMAIRE

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	3
II – REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	4
2.1 Immobilisations incorporelles :	4
2.2 Immobilisations corporelles :	4
2.3 Les autres immobilisations corporelles :	5
2.4 Titres de Participation :	5
2.5 Clients et comptes rattachés :	5
2.6 Dettes et créances en devises :	6
2.7 Valeurs mobilières de placements :	6
2.8 Provisions pour risques et charges :	6
2.9 Produits d'exploitation :	6
2.10 Produits financiers :	6
2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :	6
III – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS.....	7
3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles :	7
3.2 Immobilisations financières :	10
3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :	11
3.4 Capitaux propres :	12
3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :	12
3.6 Centralisation de trésorerie :	12
3.7 Comptes de régularisation :	13
3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :	13
3.9 Etat des provisions :	14
3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :	15
3.11 Autres produits et charges :	15
3.12 Résultat financier :	15
3.13 Résultat exceptionnel :	15
IV – AUTRES INFORMATIONS	16
4.1 Engagements hors bilan :	16
4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :	18
4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :	18
4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :	18
4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :	18
4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :	18
4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts.....	18
4.8 Consolidation Groupe :	19
4.9 Intégration fiscale :	19
4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :	19
4.11 Crédit d'impôt Compétitivité Emploi :	19

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Chronopost avait fait appel le 23 janvier 2016 de la décision n°15-D-19 du 15 décembre 2015 de l'Autorité de la concurrence. La Décision de la Cour d'Appel de Paris a été rendue le 19 juillet 2018 et a conduit à une réduction de l'amende de 6.7 M€, encaissée le 29 août 2018.

La société a reconstitué par ailleurs en décembre 2018 les fonds propres de sa filiale Chronopostfood, par une augmentation de capital versée en numéraire.

II – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, règlement modifié par les règlements 2015-06 et 2016-07 homologues par arrêtés ministériels des 4 décembre 2015 et 26 décembre 2016.

Il est à noter qu'aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de Chronopost ne s'est produit postérieurement à la clôture.

2.1 Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition de ces immobilisations sont comptabilisés en charges.

Les fonds de commerce acquis ne font pas l'objet d'amortissement. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation le cas échéant.

2.2 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Depuis le 1^{er} janvier 2005 et conformément au règlement CRC n° 2002-10, une gestion par composant des immobilisations a été mise en place. Les postes concernés sont les « Constructions » et les « Systèmes de mécanisation ». Chaque composant fait l'objet d'une durée d'amortissement distincte correspondant à sa durée d'utilité. La méthode retenue correspond à la méthode rétrospective des coûts amortis.

L'approche par composant peut se résumer ainsi :

1) Les constructions :

La gestion par composant relative aux postes Constructions est la suivante :

Composants	Durée d'utilité
Gros œuvre	20 ans
Toiture	20 ans
Menuiserie et Travaux extérieurs	20 ans
Gros équipements	15 ans
Petits équipements et agencements	5 ans

Le calcul de l'amortissement des composants « Gros Œuvre » et « Toiture » est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

2) Les systèmes de mécanisation :

La gestion par composant des systèmes de mécanisation s'établit comme suit :

Composants	Durée d'utilité
Mécanique	8 à 15 ans
Electrotechnique	6 à 10 ans
Logiciel	4 à 5 ans
Poste Alimentation/Instrument de mesure	8 ans

Le calcul de l'amortissement du composant Mécanique est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

2.3 Les autres immobilisations corporelles :

Le tableau suivant récapitule les durées d'utilité appliquées à chaque nature d'immobilisation :

Postes	Durée d'utilité	Mode Amortissement
Logiciels	1 à 5 ans	Linéaire
Matériels et Outillages	4 à 15 ans	Linéaire/Dégressif
Agencements et installations	5 à 8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Véhicule d'exploitation	8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Autres véhicules	3 ans	Linéaire
Matériel de bureau	5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 ans	Linéaire /Dégressif
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

La société comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire.

2.4 Titres de Participation :

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité tient compte principalement de la situation nette corrigée de la société, et le cas échéant, des plus-values latentes et de la capacité bénéficiaire immédiate ou à court terme.

2.5 Clients et comptes rattachés :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation des créances clients et des avoirs à émettre sont calculés :

- soit, au cas par cas, en fonction de l'appréciation du risque de non recouvrement.
- soit, en fonction du risque de non-recouvrement compte tenu du rating clients et de l'âge de ces créances.

2.6 Dettes et créances en devises :

Les dettes et les créances libellées en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits au bilan dans le poste intitulé « différence de conversion-actif » ou « différence de conversion-passif ».

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque, sauf si elles sont compensées par une couverture de change, ou par des profits dans le cadre d'une position globale de change.

2.7 Valeurs mobilières de placements :

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

2.8 Provisions pour risques et charges :

Une provision est comptabilisée dès qu'une obligation existe à l'encontre de la société, et qu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une charge sans contrepartie au moins équivalente.

2.9 Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires est enregistré lors de la réalisation de la prestation. Les produits prépayés vendus et restant à utiliser sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

2.10 Produits financiers :

Les dividendes des filiales et participations sont comptabilisés en produits financiers à la date de la décision de la distribution par les assemblées générales des sociétés concernées.

Les produits financiers comprennent également les intérêts sur comptes courants.

2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :

Ces engagements comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière qui sont mentionnés en engagements hors bilan. Ces engagements sont évalués selon la méthode dite « rétrospective des unités de crédit projetées », qui est une méthode d'évaluation statistique basée sur un jeu d'hypothèses actuarielles visant à appréhender la valeur de l'engagement comme la valeur actuelle (actualisée) des montants futurs que la société s'attend statistiquement à verser.

Ces engagements sont calculés charges sociales comprises et représentent la valeur actuelle probable des droits acquis évalués, en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et des probabilités de survie.

III-INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Toutes les données chiffrées ci-après sont exprimées en K€ sauf mention particulière.

3.1 Immobilisations Incorporelles et corporelles :

Les principaux mouvements en valeur brute s'analysent comme suit :

Poste	Valeur brute au 31-12-17	Acquisitions 2018-12 (1)	Virement poste à poste (1)	Cessions 2018-12 (2)	Reclassement Immo	Valeur brute au 31-12-2018
Concessions et droits similaires - logiciels	68 933 (a)	2 118	3 263			72 312
Licences	2 305	8	81			2 391
Droit au bail	201					201
Fonds de commerce	0					0
Immobilisations en cours incorporelles	5 203 (e)	5 565	-3 341			7 427
Immobilisations incorporelles	74 643	7 687	2	0	0	82 332
Terrains	10 132	0				10 132
Constructions	48 134	0				48 134
Matériels et outillages	27 686 (b)	2 694	2 060			32 441
Mécanisations	95 248 (b)	11 603	8 441			115 292
Installations et agencements	60 573 (c)	5 722	2 266			68 561
Matériels de transport	5 994	2 102	65	137		8 024
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	34 403 (d)	2 010	1 860			38 074
Immobilisations en cours corporelles	12 448 (e)	10 483	-11 314			11 617
Avance- acompte versé sur immo corp.	4 716 (f)	207	-3 180		-738	1 005
Immobilisations corporelles	297 334	34 822	-2	137	-738	331 279
TOTAL	371 976	42 589	0	137	-738	413 611

1) Les acquisitions :

(a) Des développements informatiques ont été mis en service au 31 décembre 2018 pour une valeur totale de 5.622 K€. Ces développements concernent essentiellement des projets : projet transport (2.327 K€), projet solutions clients (1.652 K€), projet infrastructure (464 K€), projet commercial (445 K€).

(b) Les matériels de production s'élèvent à 4.787 K€ et concernent l'équipement des sites pour le projet de transport de produits alimentaires sous température dirigée (projet Alaska) et l'équipement des sites en petits matériels de production tels que des convoyeurs, télescopiques, peses essieux etc,...

(b) Les machines de tri (mécanisations) s'élèvent à 20.044 K€ et concernent essentiellement le nouveau hub d'Aulnay sous Bois (Hub Nord Ile de France), le hub de Chilly Mazarin, les agences du Mans, Bordeaux, Reims, Niort, Poitiers et Pau.

(c) Les installations et aménagements s'élèvent à 8.040 K€ et concernent :

- ↳ L'équipement des agences pour le projet Alaska pour un total de 219 K€ dont les travaux d'agencement (65 K€) et l'installation de chambre froide (54 K€) dans les agences concernées.
- ↳ La sécurisation de nos sites pour un total de 2.728 K€,
- ↳ Des travaux électriques pour 1.528 K€,
- ↳ Des travaux de cloisons 372 K€,
- ↳ Travaux de voirie, isolation, sol pour 1.144 K€,
- ↳ L'équipement de signalétique et d'enseigne pour 584 K€,
- ↳ Et divers travaux d'aménagements dans de nombreuses agences et Hub pour 831 K€.

(d) Ce poste s'élève à 3.670 K€ et se compose de :

- ↳ Matériels informatiques pour un total de 2.967 K€ (imprimantes, switches, serveurs, portables et autres matériels),
- ↳ Mobiliers pour 159 K€.
- ↳ Matériels informatiques pour les livraisons (PSM) pour 545 K€

(e) Le poste « immobilisations en cours » représente un total de 19.044 K€ et se compose :

- D'immobilisations incorporelles pour une valeur de 7.427 K€ comprenant de nombreux projets informatiques en cours et tous les projets liés à l'amélioration de notre activité dans le suivi des colis.
- D'immobilisations corporelles s'élevant à 11.617 K€ composées essentiellement :
 - ↳ Frais d'aménagement du futur siège pour 1.719 K€
 - ↳ Machines de tri pour le Hub de Jonage et Hub Nord Ile de France pour 718 K€
 - ↳ Mécanisation agence du Havre pour 246 K€ et Amlens pour 678 K€
 - ↳ Matériel informatique pour 4.485 K€,
 - ↳ Matériel Isotherme pour notre activité « froid » pour 209 K€
 - ↳ Et divers travaux électriques, d'aménagements, et des équipements industriels.

(f) Le compte 238800 correspond à des acomptes versés sur immobilisation pour un montant de 207 K€.

Le tableau des amortissements se présente comme suit :

POSTE (K€)	Solde au 31-12-17	Dotations 2018	Reprises 2018	Solde au 31-12-18
Concessions et droits similaires - Logiciels	55 156	6 197		61 353
Licences	2 302	50		2 352
Immobilisations incorporelles	57 458	6 247		63 705
Constructions	28 359	2 124		30 483
Matériels et outillages	20 329	3 764		24 093
Mécanisations	50 299	9 376		59 675
Agencements, Installations	38 067	6 051		44 118
Matériels de transport	2 684	786	60	3 410
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	26 240	3 667		29 907
Immobilisations corporelles	165 979	25 768	60	191 686
TOTAL	223 436	32 015	60	255 391

Le tableau des immobilisations en valeur nette se présente ainsi :

Valeur Nette (K€)	31/12/17	31/12/18
Concessions et droits similaires Logiciels	11 777	10 959
Licences	3	39
Droit au bail	201	201
Fonds de commerce		
Immobilisations en cours	5 203	7 427
Immobilisations incorporelles	17 185	18 627
Terrains	10 132	10 132
Constructions	17 775	15 650
Matériels et outillages	7 357	8 347
Mécanisations	44 949	55 617
Installations et agencements	22 505	24 443
Matériels de transport	3 309	4 614
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	8 163	8 167
Immobilisations en cours	17 164	12 622
Immobilisations corporelles	131 355	139 593
TOTAL	148 540	158 220

3.2 Immobilisations financières :

K€	Valeur brute au 31-12-17	Augmentation 2018	Diminution 2018	Valeur brute au 31-12-18
Titres de participation	71 733	8 042		79 775
Créances rattachées à des participations	2 110	3 939		6 049
Prêts	77	46		123
Autres immobilisations financières	5 599	2 571	400	7 770
TOTAL	79 520	14 597	400	93 717

	Solde 31-12-17	Dotation	Reprise	Solde 31-12-18
Provision sur titres de participations	0			0
Provision sur créances rattachées	0			0
Provision sur autres Immo. financières	38		14	24
TOTAL	38	0	14	24

La variation des titres de participation et des créances rattachées s'explique comme suit :

- Chronopostfood : recapitalisation de la société à hauteur de 7,2 M€ en souscrivant à une augmentation de capital versée en totalité en numéraire.
- Pour De Bon : souscription à une augmentation de capital avec un apport en numéraire de 842 K€.

La liste des filiales et participations se présente ainsi :

Tableau des filiales et participations (1ère partie) (K€)	Quote part du capital détenu	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Résultat du dernier exercice clos	CA HT du dernier exercice
SCI Intelimmo	100%	16	3 053	674	1 138
Groupe ALP (*)	100%	457	104	44	591
Chronopostfood	100%	8 032		-6 858	23 284
Caledonie Express (*) (**)	60%	8	123	106	1 296
Alturing - ck	50%	37	4	224	25 146
DPD Laser Mauritius Ltd (**)	24%	76	-282	-6	1 135
Pour De Bon	47%	4 148	-1 282	-1 270	450
Biologistic	100%	200	716	-4 170	22 088

* Données financières provisoires

** Comptes tenus en devise locale. Convertis selon le cours de clôture :

Roupie Mauricienne pour DPD Laser Mauritius Ltd;

Franc Pacifique pour Caledonie Express.

Tableau des filiales et participations (2ème partie) (K€)	Valeur comptable des titres au 31-12-2018		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
	brute	Nette		
Filiales				
SCI Intelimmo	15	15		712
Groupe ALP	4 085	4 085	6 049	
Chronopostfood	46 960	46 960		
Caledonie Express	352	352		78
Alturing	250	250		245
DPD Laser Mauritius Ltd	20	20	123	
Pour De Bon	1 939	1 939		
Biologistic	26 153	26 153		
TOTAL	79 775	79 775	6 172	1 035

3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :

Echéances des créances à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an an plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans
Autres immobilisations financières	7 770	0	7 770
Créances rattachées à des participations	6 049	6 049	
Prêts	123	0	77
Créances d'exploitation	391 444	391 444	-
TOTAL	405 386	397 493	7 847

3.4 Capitaux propres :

Eléments (K€)	31/12/2017	Résultat 2018	Affectation du résultat 2017	31/12/2018
Capital	32 632			32 632
Réserves légales	3 263			3 263
Autres réserves	0			0
Report à nouveau	-13 592		13 592	0
Prime d'émission	0			0
Résultat net	40 048	53 784	-40 048	53 784
Provisions réglementées	23 276	3 812		27 089
Distribution Dividendes			26 456	
TOTAL	85 627	57 596	0	116 768
Nombre d'actions	32 632			32 632
Valeur nominale	1			1

Conformément à la décision de l'Associé unique du 25 juin 2018, la société a distribué 26 456 K€ de dividendes aux actionnaires au titre de l'exercice 2017.

3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Echéances des dettes à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	276	276	-	-
Emprunts et dettes financières	104 924	5 248	40 452	59 225
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159 693	159 693	-	-
Dettes fiscales et sociales	101 933	101 933	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 400	4 400	-	-
Autres dettes	25 192	25 192	-	-
Produits constatés d'avance	20 270	20 270	-	-
TOTAL	416 688	317 011	40 452	59 225

Les dettes à plus d'un an se décomposent en plusieurs prêts contractés auprès de GeoPost pour un montant de 98 698 K€, et de dépôts de garantie reçus pour 979 K€.

3.6 Centralisation de trésorerie :

La centralisation de trésorerie mise en place par GeoPost depuis mars 2003 avec la HSBC et la Société Générale est toujours en vigueur au 31 décembre 2017.

Le solde des opérations journalières est mis à zéro quotidiennement et est transféré sur un compte bancaire de GeoPost.

Les soldes comptables débiteurs ou créditeurs représentent donc à la date de clôture comptable les écritures en rapprochement bancaire, reprenant les opérations engagées et comptabilisées par la société, non encore débitées ou créditées par l'organisme financier.

3.7 Comptes de régularisation :

La société a comptabilisé des charges constatées d'avance pour un montant de 7 713 K€ et des produits constatés d'avance liés à l'exploitation pour 20 270 K€.

Le poste « Charges constatées d'avance » concerne principalement les loyers et charges immobiliers facturés d'avance par les fournisseurs.

Le poste « Produits constatés d'avance » est composé principalement du montant des PAE (Prêt à Expédier) dont la prestation de transport associée n'a pas encore été réalisée.

3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :

Charges à payer et Produits à recevoir (K€)	31/12/18	31/12/17
Clients et comptes rattachés	14 223	17 845
Autres créances	696	878
Intérêts courus sur établissements financiers	0	0
Total des Produits à recevoir	14 919	18 723
Intérêts courus sur emprunts	2728	2 744
Dettes sur fournisseurs et comptes rattachés	129 430	122 517
Dettes sur immobilisations	2297	2 009
Dettes fiscales et sociales	53 598	51 875
Autres dettes	18 254	18 688
Intérêts courus sur découverts	33	30
Total des Charges à payer	206 339	197 863

3.9 Etat des provisions :

(En K€)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018	Reprises pour utilisation	Reprises pour Non utilisation
Risques liés au personnel	2 759	741	1 239	2 261	912	327
Risques d'exploitation	3 478	3 178	3 284	3 373	(e) 2 308	978
Risques pour litiges	101 160	978	7 517	94 621	(b) 294	7 224
Risques filiales	0			0	(c)	
Provision pour charge	540	1 149	268	1 421	(d) 128	140
Provisions risques et charges	107 937	8 047	12 308	101 676	3 641	8 668
Participation + créances rattachées	0			0		
Clients	38		14	24	(e)	
Autres débiteurs	12 513	1 384	1 512	12 365	(f)	
Provisions pour dépréciation	1 934	307	1 725	517		
	14 485	1 672	3 251	12 806		
Total général	122 422	7 718	15 559	114 682		
Dont dotations d'exploitation		7 718	8 634			
Financières exceptionnelles		0	14			
			8 910			

(a) La provision pour risque d'exploitation concerne essentiellement les provisions pour sinistres de l'activité de transport de colis suite aux réclamations des clients dans le délai imparti d'un an. Cette provision est calculée à partir des données récupérées dans la base « Colis », à savoir le nombre d'objets volés saisis dans la base « Transport », valorisées en fonction des montants remboursés par type de colis transportés. Le montant de cette provision est affiné depuis 2006 pour tenir compte du taux de réclamation des clients.

(b) Cette provision permet de couvrir les risques liés aux contentieux judiciaires.

(c) Cette provision permet de couvrir le risque encouru sur les filiales à hauteur de la situation nette négative et/ou de tenir compte d'un risque financier.

(d) Cette provision permet de couvrir les charges découlant de nos obligations contractuelles (obligation de remise en état, clause de dédit, etc...).

(e) Les dotations et reprises effectuées au titre des participations et créances rattachées sont constatées pour couvrir les risques encourus sur les filiales.

(f) Les dotations et reprises constatées sur les créances clients proviennent essentiellement du passage des créances ordinaires et des créances douteuses en pertes sur créances irrécouvrables et des efforts de recouvrements sur l'exercice.

Provisions réglementées :

L'entreprise comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre les annuités dégressives et les annuités linéaires des biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1994.

A partir du 1^{er} janvier 2005, ce poste concerne également l'amortissement dérogatoire constitué suite au maintien de la durée d'usage sur les composants « Gros Œuvre », « Toiture » et « Mécanique ».

Montant au 31-12-17 (K€)	Dotations 2018	Reprises 2018	Montant au 31-12-18
23 276	5 519	1 707	27 089

3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :

(En K€)	2018	2017
Chiffre d'affaires France	980 397	869 739
Chiffre d'affaires Export	227 352	206 761
Total	1 207 749	1 076 500

3.11 Autres produits et charges :

Le montant des « Autres charges » de 8 274 K€ se compose essentiellement de redevances de licences versées, d'indemnités clients SAV et de passage en pertes des créances irrécouvrables, créances par ailleurs provisionnées.

Les « Autres produits », d'un montant de 2 272 K€, correspondent principalement aux indemnités pour retard de paiement facturés à nos clients.

3.12 Résultat financier :

La perte financière 2018 s'élève à – 2 393 K€ contre une perte de – 2 457 K€ en 2017. La formation de ce résultat s'explique principalement par les intérêts générés par les emprunts contractés auprès de la holding GeoPost.

3.13 Résultat exceptionnel :

La variation à la hausse du résultat exceptionnel passant d'un montant de – 2,9 M€ en 2017 à un montant de + 3 M€ en 2018 s'explique notamment par la réduction de l'amende de l'Autorité de la Concurrence.

IV - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Engagements hors bilan :

a) Engagements donnés :

- Indemnités de départ à la retraite :

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière s'élèvent à 7 234 K€ au 31 décembre 2018 (contre 6 689 K€ au 31 décembre 2017). Ces engagements ont été calculés sur la base des hypothèses suivantes :

- Date des données = décembre 2018
- Taux d'inflation = 2 %
- Taux d'actualisation = 1,6 %
- Date de l'actualisation = décembre 2018
- Progression future des salaires = 2 %
- Age de départ à la retraite = 63 ans pour tous
- Conditions de départ = départ volontaire
- Charges sociales moyennes = 50,98%
- Méthode actuarielle = Méthode des unités de crédit avec salaire projeté et services proratés (PUC)

- Engagements relatifs aux contrats de Crédits - Baux :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
> Crédit-bail mobilier :	486 K€	1 720 K€

IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

Poste Bilan (K€)	Coût d'entrée	Cumul Amort au 31/12/2017	VNC au 31/12/2017	Dotations aux amortissements 2018	Cumul Amort au 31/12/2018	VNC au 31/12/2018
Matériel Informatique	4 987	3 382	1 605	1 151	4 533	454

ENGAGEMENTS CREDIT BAIL

Poste Bilan (K€)	Redevances payées		Redevances restantes à payer			Total à payer
	de l'exercice	cumulées au 31-12-2018	Jusqu'à 1 an	de + 1 an à 5 ans	+ de 5 ans	
Matériel informatique	1 234	4 874	486	0	0	486

- Autres engagements :

➤ La société a conclu des contrats de location longue durée et le montant des loyers comptabilisés est le suivant :

- Location véhicule : 5 742 K€,
- Baux immobiliers : 24 151 K€,
- Micro-informatique et licence : 1 095 K€,
- Location matériel technique : 2 831 K€.

L'échéancier des loyers restant à payer se présente de la manière suivante :

En K€	Montant des loyers restant à payer	- 1 an	+1 an et - 5 ans	+ 5 ans
Location véhicule	8 540	4 254	4 288	0
Location immobilière	202 419	17 051	89 801	95 567
Location matériel informatique et licence	2 678	1 204	1 474	0
Location matériels techniques	1 977	1 347	830	0
TOTAL	215 614	23 658	96 191	95 567

b) Engagements reçus

- Avals et cautions reçus d'établissements bancaires pour 10 392 K€,
- L'engagement relatif aux contrats de sous-location de baux immobiliers (établis avec des entreprises liées) s'élève à 2 701 K€,
- Caution de retenue de garantie sur travaux pour 130 K€.

4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :

	31-12-18 (*)	31-12-17 (*)
Cadres	851	805
Agents de Maîtrise	543	523
Employés/Ouvriers	2 176	2 171
TOTAL	3 570	3 499

(*) Equivalent en temps complet

4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :

Les transactions réalisées entre les sociétés du périmètre de consolidation sont effectuées à des conditions de marché.

4.5 Ventilation de l'Impôt sur les sociétés :

L'impôt sur les sociétés s'élève à 21 396 K€, au titre de l'exercice 2018 et se ventile de la façon suivante :

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	IS correspondant
Résultat d'exploitation	19 428
Résultat financier	-564
Résultat exceptionnel	698
Participation	1 833
Bénéfice	21 396

4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :

La société a comptabilisé une provision pour participation de 7 774 K€ au titre de l'exercice 2018.

4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'Impôts

L'allègement de la dette future d'impôt s'établit à 3 144 K€ taxables au taux de droit commun.

Le montant de l'accroissement futur d'impôt correspond aux amortissements dérogatoires, soit 9 327 K€, et est taxable au taux normal.

4.8 Consolidation Groupe :

Les comptes de la société Chronopost sont consolidés par intégration globale par la société GeoPost SA.

4.9 Intégration fiscale :

Le résultat fiscal de l'exercice 2018 de Chronopost est intégré dans le résultat d'ensemble du Groupe La Poste, conformément à la convention d'intégration fiscale. Le bénéfice fiscal de l'exercice s'élève à 63 M€ et s'ajoutera au résultat fiscal du groupe.

4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :

Le montant des honoraires comptabilisés au titre des prestations réalisées par le commissaire aux comptes s'élève à 134 K€.

4.11 Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi :

Conformément aux recommandations de l'ANC, le CICE a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE calculé sur le montant des salaires versés en 2018 s'élève à 5 M€.

Le CICE a permis de poursuivre nos efforts dans le domaine des ressources humaines (formation, recrutement et diversité) ainsi qu'en matière de développements informatiques et innovation.

0 0 0



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 80055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 28
Site internet : www.kpmg.fr

CHRONOPOST

Société par Actions Simplifiée

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

CHRONOPOST
Société par Actions Simplifiée
3 avenue Gallieni - 94250 Gentilly
Ce rapport contient 27 pages
Référence : EA-192-30



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site Internet : www.kpmg.fr

CHRONOPOST
Société par Actions Simplifiée

Siège social : 3 avenue Gallieni - 94250 Gentilly
Capital social : €32.632.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CHRONOPOST S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne les provisions pour risques et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

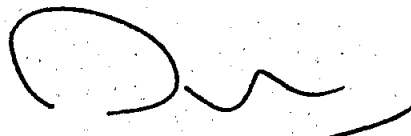
Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 29 mai 2019

KPMG Audit IS



Eric Amato
Associé

BILAN ACTIF					
Rubriques	K€	Montant Brut	Amortissements	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets et droits similaires		74 704	63 705	10 999	11 781
Fonds commercial		201		201	201
Autres					
Immobilisations incorporelles en cours		7 427		7 427	5 203
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		10 132		10 132	10 132
Constructions		46 134	30 483	15 650	17 775
Installations techniques, matériel, outillage		147 733	83 769	63 964	52 306
Autres		114 658	77 434	37 224	33 978
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes		12 622		12 622	17 164
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations par mise en équivalence					
Autres participations		79 775		79 775	71 733
Créances rattachées à des participations		6 049		6 049	2 111
Titres immobilisés de l'activité portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts		123		123	77
Autres immobilisations financières		7 770	24	7 745	5 560
ACTIF IMMOBILISE		507 327	255 415	251 912	228 021
STOCKS ET EN-COURS					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes		485		485	407
CREANCES					
Créances clients et comptes rattachés		224 809	12 365	212 444	205 566
Autres		159 955	517	159 438	146 748
Capital souscrit et appelé, non versé					
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
Actions propres					
Autres titres					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités		3 140		3 140	3 921
Charges constatées d'avance		7 713		7 713	11 037
ACTIF CIRCULANT		396 102	12 882	383 220	367 679
Primes d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des emprunts					
Ecart de conversion actif					
TOTAL GENERAL		903 429	268 297	635 131	595 700

BILAN PASSIF

<i>Rubriques</i>	K€	31/12/2018	31/12/2017
Capital		32 632	32 632
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecart de réévaluation			
Ecart d'équivalence			
Réserve légale		3 263	3 263
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau			-13 592
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		53 784	40 048
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		27 089	23 276
CAPITAUX PROPRES		116 768	85 628
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques		100 254	107 397
Provisions pour charges		1 421	540
PROVISIONS		101 676	107 937
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		276	184
Emprunts et dettes financières divers		104 924	107 287
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		159 693	147 809
Dettes fiscales et sociales		101 933	100 354
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		4 400	2 728
Autres dettes		25 192	23 876
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		20 270	19 897
DETTES		416 688	402 135
Ecart de conversion passif			
TOTAL GENERAL		635 131	595 700

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	KE	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises					
Production vendue de biens					
Production vendue de services		980 397	227 352	1 207 749	1 076 500
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS		980 397	227 352	1 207 749	1 076 500
Production stockée					
Production immobilisée				3 706	1 602
Produits nets partiels sur opérations à long terme					
Subventions d'exploitation				9 289	11 339
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions, transfert de charges				2 272	1 675
Autres produits					
PRODUITS D'EXPLOITATION				1 223 015	1 091 116
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				3 741	3 394
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					
Autres achats et charges externes				868 539	763 059
Impôts, taxes et versements assimilés				15 339	15 091
Salaires et traitements				140 832	135 402
Charges sociales				64 170	59 322
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				32 015	24 986
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations					
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				1 622	1 800
Dotations aux provisions				6 047	6 152
Autres charges				8 274	8 250
CHARGES D'EXPLOITATION				1 140 629	1 017 457
RESULTAT D'EXPLOITATION				82 386	73 660
QUOTE-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN					
Bénéfice attribué ou perte transférée					
Perte supportée ou bénéfice transféré					
PRODUITS FINANCIERS					
Produits financiers de participations				1 073	1 012
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				7	
Autres intérêts et produits assimilés				13	9
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges				14	883
Différences positives de change				4	45
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					
PRODUITS FINANCIERS				1 111	1 948
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions					38
Intérêts et charges assimilés				3 449	4 335
Différences négatives de change				55	31
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					
CHARGES FINANCIERES				3 504	4 405
RESULTAT FINANCIER				-3 393	-3 457
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS				79 993	71 303

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

<i>Rubriques</i>	K€	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		54	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		106	1
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		8 617	1 846
PRODUITS EXCEPTIONNELS		8 777	1 847
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		56	38
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		241	2
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		5 520	4 721
CHARGES EXCEPTIONNELLES		5 816	4 761
RESULTAT EXCEPTIONNEL		2 961	-2 914
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		7 774	7 132
Impôts sur les bénéfices		21 396	21 109
TOTAL DES PRODUITS		1 232 903	1 094 912
TOTAL DES CHARGES		1 179 119	1 054 864
BENEFICE OU PERTE		53 784	40 048



CHRONOPOST SAS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ETABLIS AU 31/12/2018

SOMMAIRE

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	3
II – REGLES ET METHODES COMPTABLES.....	4
2.1 Immobilisations incorporelles :	4
2.2 Immobilisations corporelles :	4
2.3 Les autres Immobilisations corporelles :	5
2.4 Titres de Participation :	5
2.5 Clients et comptes rattachés :	5
2.6 Dettes et créances en devises :	6
2.7 Valeurs mobilières de placements :	6
2.8 Provisions pour risques et charges :	6
2.9 Produits d'exploitation :	6
2.10 Produits financiers :	6
2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :	6
III – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS.....	7
3.1 Immobilisations incorporelles et corporelles :	7
3.2 Immobilisations financières :	10
3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :	11
3.4 Capitaux propres :	12
3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :	12
3.6 Centralisation de trésorerie :	12
3.7 Comptes de régularisation :	13
3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :	13
3.9 Etat des provisions :	14
3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :	15
3.11 Autres produits et charges :	15
3.12 Résultat financier :	15
3.13 Résultat exceptionnel :	15
IV – AUTRES INFORMATIONS	16
4.1 Engagements hors bilan :	16
4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :	18
4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :	18
4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :	18
4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :	18
4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :	18
4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'Impôts.....	18
4.8 Consolidation Groupe :	19
4.9 Intégration fiscale :	19
4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :	19
4.11 Crédit d'impôt Compétitivité Emploi :	19

I – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Chronopost avait fait appel le 23 janvier 2016 de la décision n°15-D-19 du 15 décembre 2015 de l'Autorité de la concurrence. La Décision de la Cour d'Appel de Paris a été rendue le 19 juillet 2018 et a conduit à une réduction de l'amende de 6.7 M€, encaissée le 29 août 2018.

La société a reconstitué par ailleurs en décembre 2018 les fonds propres de sa filiale Chronopostfood, par une augmentation de capital versée en numéraire.

II – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, règlement modifié par les règlements 2015-06 et 2016-07 homologues par arrêtés ministériels des 4 décembre 2015 et 26 décembre 2016.

Il est à noter qu'aucun événement susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de Chronopost ne s'est produit postérieurement à la clôture.

2.1 Immobilisations incorporelles :

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Les frais d'acquisition de ces immobilisations sont comptabilisés en charges.

Les fonds de commerce acquis ne font pas l'objet d'amortissement. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation le cas échéant.

2.2 Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Depuis le 1^{er} janvier 2005 et conformément au règlement CRC n° 2002-10, une gestion par composant des immobilisations a été mise en place. Les postes concernés sont les « Constructions » et les « Systèmes de mécanisation ». Chaque composant fait l'objet d'une durée d'amortissement distincte correspondant à sa durée d'utilité. La méthode retenue correspond à la méthode rétrospective des coûts amortis.

L'approche par composant peut se résumer ainsi :

1) Les constructions :

La gestion par composant relative aux postes Constructions est la suivante :

Composants	Durée d'utilité
Gros œuvre	20 ans
Toiture	20 ans
Menuiserie et Travaux extérieurs	20 ans
Gros équipements	15 ans
Petits équipements et agencements	5 ans

Le calcul de l'amortissement des composants « Gros Œuvre » et « Toiture » est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

2) Les systèmes de mécanisation :

La gestion par composant des systèmes de mécanisation s'établit comme suit :

Composants	Durée d'utilité
Mécanique	8 à 15 ans
Electrotechnique	6 à 10 ans
Logiciel	4 à 5 ans
Poste Alimentation/Instrument de mesure	8 ans

Le calcul de l'amortissement du composant Mécanique est maintenu sur la durée d'usage. Un amortissement dérogatoire est constaté au titre de la différence entre l'amortissement calculé sur la durée d'utilité et l'amortissement calculé sur la durée d'usage.

2.3 Les autres Immobilisations corporelles :

Le tableau suivant récapitule les durées d'utilité appliquées à chaque nature d'immobilisation :

Postes	Durée d'utilité	Mode Amortissement
Logiciels	1 à 5 ans	Linéaire
Matériels et Outillages	4 à 15 ans	Linéaire/Dégressif
Agencements et installations	5 à 8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Véhicule d'exploitation	8 ans	Linéaire
Matériel de transport - Autres véhicules	3 ans	Linéaire
Matériel de bureau	5 ans	Linéaire
Matériel informatique	3 ans	Linéaire /Dégressif
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

La société comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire.

2.4 Titres de Participation :

Les titres de participation sont comptabilisés au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de la valeur d'utilité lorsque cette dernière est inférieure au coût d'acquisition.

La valeur d'utilité tient compte principalement de la situation nette corrigée de la société, et le cas échéant, des plus-values latentes et de la capacité bénéficiaire immédiate ou à court terme.

2.5 Clients et comptes rattachés :

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les provisions pour dépréciation des créances clients et des avoirs à émettre sont calculés :

- soit, au cas par cas, en fonction de l'appréciation du risque de non recouvrement.
- soit, en fonction du risque de non-recouvrement compte tenu du rating clients et de l'âge de ces créances.

2.6 Dettes et créances en devises :

Les dettes et les créances libellées en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits au bilan dans le poste intitulé « différence de conversion-actif » ou « différence de conversion-passif ».

Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risque, sauf si elles sont compensées par une couverture de change, ou par des profits dans le cadre d'une position globale de change.

2.7 Valeurs mobilières de placements :

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Une provision est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

2.8 Provisions pour risques et charges :

Une provision est comptabilisée dès qu'une obligation existe à l'encontre de la société, et qu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une charge sans contrepartie au moins équivalente.

2.9 Produits d'exploitation :

Le chiffre d'affaires est enregistré lors de la réalisation de la prestation. Les produits prépayés vendus et restant à utiliser sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

2.10 Produits financiers :

Les dividendes des filiales et participations sont comptabilisés en produits financiers à la date de la décision de la distribution par les assemblées générales des sociétés concernées.

Les produits financiers comprennent également les intérêts sur comptes courants.

2.11 Méthode d'évaluation des engagements liés au personnel :

Ces engagements comprennent les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière qui sont mentionnés en engagements hors bilan. Ces engagements sont évalués selon la méthode dite « rétrospective des unités de crédit projetées », qui est une méthode d'évaluation statistique basée sur un jeu d'hypothèses actuarielles visant à appréhender la valeur de l'engagement comme la valeur actuelle (actualisée) des montants futurs que la société s'attend statistiquement à verser.

Ces engagements sont calculés charges sociales comprises et représentent la valeur actuelle probable des droits acquis évalués, en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et des probabilités de survie.

III-INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

Toutes les données chiffrées ci-après sont exprimées en K€ sauf mention particulière.

3.1 Immobilisations Incorporelles et corporelles :

Les principaux mouvements en valeur brute s'analysent comme suit :

Poste	Valeur brute an 31-12-17	Acquisitions 2018-12 (1)	Virement poste à poste (1)	Cessions 2018-12 (2)	Reclassement Immo	Valeur brute an 31-12-2018
Concessions et droits similaires - logiciels	68 933 (a)	2 118	3 263			72 312
Licences	2 305	8	81			2 391
Droit au bail	201					201
Fonds de commerce	0					0
Immobilisations en cours incorporelles	5 203 (e)	5 565	-3 341			7 427
Immobilisations incorporelles	74 643	7 687	2	0	0	82 332
Terrains	10 132	0				10 132
Constructions	48 134	0				48 134
Matériels et outillages	27 686 (b)	2 694	2 060			32 441
Mécanisations	85 248 (b)	11 603	6 441			115 292
Installations et agencements	60 573 (c)	5 722	2 268			68 561
Matériels de transport	5 994	2 102	65	137		8 024
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	34 403 (d)	2 010	1 660			38 074
Immobilisations en cours corporelles	12 448 (e)	10 483	-11 314			11 617
Avance- acompte versé sur immo corp.	4 716 (f)	207	-3 180		-738	1 005
Immobilisations corporelles	297 334	34 622	-2	137	-738	331 279
TOTAL	371 976	42 509	0	137	-738	413 611

1) Les acquisitions :

(a) Des développements informatiques ont été mis en service au 31 décembre 2018 pour une valeur totale de 5.622 K€. Ces développements concernent essentiellement des projets : projet transport (2.327 K€), projet solutions clients (1.652 K€), projet infrastructure (464 K€), projet commercial (445 K€).

(b) Les matériels de production s'élèvent à 4.787 K€ et concernent l'équipement des sites pour le projet de transport de produits alimentaires sous température dirigée (projet Alaska) et l'équipement des sites en petits matériels de production tels que des convoyeurs, télescopiques, pèses essieux etc,...

(b) Les machines de tri (mécanisations) s'élèvent à 20.044 K€ et concernent essentiellement le nouveau hub d'Aulnay sous Bois (Hub Nord Ile de France), le hub de Chilly Mazarin, les agences du Mans, Bordeaux, Reims, Niort, Poitiers et Pau.

(c) Les Installations et aménagements s'élèvent à 8.040 K€ et concernent :

- ↳ L'équipement des agences pour le projet Alaska pour un total de 219 K€ dont les travaux d'agencement (65 K€) et l'installation de chambre froide (54 K€) dans les agences concernées.
- ↳ La sécurisation de nos sites pour un total de 2.728 K€,
- ↳ Des travaux électriques pour 1.528 K€,
- ↳ Des travaux de cloisons 372 K€,
- ↳ Travaux de voirie, isolation, sol pour 1.144 K€,
- ↳ L'équipement de signalétique et d'enseigne pour 584 K€,
- ↳ Et divers travaux d'aménagements dans de nombreuses agences et Hub pour 831 K€.

(d) Ce poste s'élève à 3.670 K€ et se compose de :

- ↳ Matériels informatiques pour un total de 2.967 K€ (Imprimantes, switches, serveurs, portables et autres matériels),
- ↳ Mobiliers pour 159 K€.
- ↳ Matériels informatiques pour les livraisons (PSM) pour 545 K€

(e) Le poste « Immobilisations en cours » représente un total de 19.044 K€ et se compose :

- D'immobilisations incorporelles pour une valeur de 7.427 K€ comprenant de nombreux projets informatiques en cours et tous les projets liés à l'amélioration de notre activité dans le suivi des colis.
- D'immobilisations corporelles s'élevant à 11.617 K€ composées essentiellement :
 - ↳ Frais d'aménagement du futur siège pour 1.719 K€
 - ↳ Machines de tri pour le Hub de Jonage et Hub Nord Ile de France pour 718 K€
 - ↳ Mécanisation agence du Havre pour 246 K€ et Amiens pour 678 K€
 - ↳ Matériel informatique pour 4.485 K€,
 - ↳ Matériel Isotherme pour notre activité « froid » pour 209 K€
 - ↳ Et divers travaux électriques, d'aménagements, et des équipements industriels.

(f) Le compte 238800 correspond à des acomptes versés sur immobilisation pour un montant de 207 K€.

Le tableau des amortissements se présente comme suit :

POSTE (K€)	Solde au 31-12-17	Dotations 2018	Reprises 2018	Solde au 31-12-18
Concessions et droits similaires - Logiciels	55 156	6 197		61 353
Licences	2 302	50		2 352
Immobilisations incorporelles	57 458	6 247		63 705
Constructions	28 359	2 124		30 483
Matériels et outillages	20 329	3 764		24 093
Mécanisations	50 299	9 376		59 675
Agencements, Installations	38 067	6 051		44 118
Matériels de transport	2 684	786	60	3 410
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	26 240	3 667		29 907
Immobilisations corporelles	165 979	25 768	60	191 686
TOTAL	223 436	32 015	60	255 391

Le tableau des immobilisations en valeur nette se présente ainsi :

Valeur Nette (K€)	31/12/17	31/12/18
Concessions et droits similaires Logiciels	11 777	10 959
Licences	3	39
Droit au bail	201	201
Fonds de commerce		
Immobilisations en cours	5 203	7 427
Immobilisations incorporelles	17 185	18 627
Terrains	10 132	10 132
Constructions	17 775	15 650
Matériels et outillages	7 357	8 347
Mécanisations	44 949	55 617
Installations et agencements	22 505	24 443
Matériels de transport	3 309	4 614
Mobilier, matériel de bureau et matériel informatique	8 163	8 167
Immobilisations en cours	17 164	12 622
Immobilisations corporelles	131 355	139 593
TOTAL	148 540	158 220

3.2 Immobilisations financières :

K€	Valeur brute au 31-12-17	Augmentation 2018	Diminution 2018	Valeur brute au 31-12-18
Titres de participation	71 733	8 042		79 775
Créances rattachées à des participations	2 110	3 939		8 049
Prêts	77	48		123
Autres immobilisations financières	5 599	2 571	400	7 770
TOTAL	79 520	14 597	400	93 717

	Solde 31-12-17	Dotation	Reprise	Solde 31-12-18
Provision sur titres de participations	0			0
Provision sur créances rattachées	0			0
Provision sur autres Immo. financières	38		14	24
TOTAL	38	0	14	24

La variation des titres de participation et des créances rattachées s'explique comme suit :

- Chronopostfood : recapitalisation de la société à hauteur de 7,2 M€ en souscrivant à une augmentation de capital versée en totalité en numéraire.
- Pour De Bon : souscription à une augmentation de capital avec un apport en numéraire de 842 K€.

La liste des filiales et participations se présente ainsi :

Tableau des filiales et participations (1ère partie) (K€)	Quote part du capital détenu	Capital	Capitaux propres autres que le capital et le résultat	Résultat du dernier exercice clos	CA HT du dernier exercice
SCI Intelimmo	100%	16	3 053	674	1 138
Groupe ALP (*)	100%	457	104	44	591
Chronopostfood	100%	8 032		-6 858	23 284
Caledonie Express (*) (**)	60%	8	123	106	1 296
Alturing - ok	50%	37	4	224	25 146
DPD Laser Mauritius Ltd (**)	24%	76	-282	-6	1 135
Pour De Bon	47%	4 148	-1 282	-1 270	450
Biologicistic	100%	200	716	-4 170	22 088

* Données financières provisoires

** Comptes tenus en devise locale. Convertis selon le cours de clôture :

Roupie Mauricienne pour DPD Laser Mauritius Ltd;

Franc Pacifique pour Caledonie Express.

Tableau des filiales et participations (2ème partie) (K€)	Valeur comptable des titres au 31-12-2018		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
	brute	Nette		
Filiales				
SCI Intelimmo	15	15		712
Groupe ALP	4 085	4 085	6 049	
Chronopostfood	46 960	46 960		
Caledonie Express	352	352		78
Alturing	250	250		245
DPD Laser Mauritius Ltd	20	20	123	
Pour De Bon	1 939	1 939		
Biologicistic	26 153	26 153		
TOTAL	79 775	79 775	6 172	1 035

3.3 Echéances des créances à la clôture de l'exercice :

Echéances des créances à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans
Autres immobilisations financières	7 770	0	7 770
Créances rattachées à des participations	6 049	6 049	
Prêts	123	0	77
Créances d'exploitation	391 444	391 444	-
TOTAL	405 386	397 493	7 847

3.4 Capitaux propres :

Eléments (K€)	31/12/2017	Résultat 2018	Affectation du résultat 2017	31/12/2018
Capital	32 632			32 632
Réserves légales	3 263			3 263
Autres réserves	0			0
Report à nouveau	-13 592		13 592	0
Prime d'émission	0			0
Résultat net	40 048	53 784	-40 048	53 784
Provisions réglementées	23 276	3 812		27 089
Distribution Dividendes			26 456	
TOTAL	85 627	57 596	0	116 768

Nombre d'actions	32 632			32 632
------------------	--------	--	--	--------

Valeur nominale	1			1
-----------------	---	--	--	---

Conformément à la décision de l'Associé unique du 25 juin 2018, la société a distribué 26 456 K€ de dividendes aux actionnaires au titre de l'exercice 2017.

3.5 Echéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Echéances des dettes à la clôture (K€)	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an et à moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	276	276	-	-
Emprunts et dettes financières	104 924	5 248	40 452	59 225
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	159 693	159 693	-	-
Dettes fiscales et sociales	101 933	101 933	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 400	4 400	-	-
Autres dettes	25 192	25 192	-	-
Produits constatés d'avance	20 270	20 270	-	-
TOTAL	416 688	317 011	40 452	59 225

Les dettes à plus d'un an se décomposent en plusieurs prêts contractés auprès de GeoPost pour un montant de 98 698 K€, et de dépôts de garantie reçus pour 979 K€.

3.6 Centralisation de trésorerie :

La centralisation de trésorerie mise en place par GeoPost depuis mars 2003 avec la HSBC et la Société Générale est toujours en vigueur au 31 décembre 2017.

Le solde des opérations journalières est mis à zéro quotidiennement et est transféré sur un compte bancaire de GeoPost.

Les soldes comptables débiteurs ou créditeurs représentent donc à la date de clôture comptable les écritures en rapprochement bancaire, reprenant les opérations engagées et comptabilisées par la société, non encore débitées ou créditées par l'organisme financier.

3.7 Comptes de régularisation :

La société a comptabilisé des charges constatées d'avance pour un montant de 7 713 K€ et des produits constatés d'avance liés à l'exploitation pour 20 270 K€.

Le poste « Charges constatées d'avance » concerne principalement les loyers et charges immobiliers facturés d'avance par les fournisseurs.

Le poste « Produits constatés d'avance » est composé principalement du montant des PAE (Prêt à Expédier) dont la prestation de transport associée n'a pas encore été réalisée.

3.8 Charges à payer et Produits à recevoir :

Charges à payer et Produits à recevoir (K€)	31/12/18	31/12/17
Clients et comptes rattachés	14 223	17 845
Autres créances	696	878
Intérêts courus sur établissements financiers	0	0
Total des Produits à recevoir	14 919	18 723
Intérêts courus sur emprunts	2 728	2 744
Dettes sur fournisseurs et comptes rattachés	129 430	122 517
Dettes sur immobilisations	2 297	2 009
Dettes fiscales et sociales	53 598	51 875
Autres dettes	18 254	18 688
Intérêts courus sur découverts	33	30
Total des Charges à payer	206 339	197 863

3.9 Etat des provisions :

(En K€)	31/12/2017	Dotations	Reprises	31/12/2018	Reprises pour utilisation	Reprises pour Non utilisation
Risques liés au personnel	2 759	741	1 239	2 281	912	327
Risques d'exploitation	3 478	3 178	3 284	3 373 (e)	2 308	978
Risques pour litiges	101 160	978	7 517	94 621 (b)	294	7 224
Risques filiales	0			0 (c)		
Provision pour charge	540	1 149	268	1 421 (d)	128	140
Provisions risques et charges	107 937	8 047	12 308	101 675	3 641	8 666
Participation + créances rattachées	0			0		
Clients	38		14	24 (e)		
Autres débiteurs	12 513	1 364	1 512	12 365 (f)		
Provisions pour dépréciation	1 934	307	1 725	517		
	14 485	1 672	3 251	12 906		
Total général	122 422	7 718	16 559	114 582		
Dont dotations d'exploitation		7 718	8 634			
Financières		0	14			
exceptionnelles			8 910			

(a) La provision pour risque d'exploitation concerne essentiellement les provisions pour sinistres de l'activité de transport de colis suite aux réclamations des clients dans le délai imparti d'un an. Cette provision est calculée à partir des données récupérées dans la base « Colis », à savoir le nombre d'objets volés saisis dans la base « Transport », valorisées en fonction des montants remboursés par type de colis transportés. Le montant de cette provision est affiné depuis 2006 pour tenir compte du taux de réclamation des clients.

(b) Cette provision permet de couvrir les risques liés aux contentieux judiciaires.

(c) Cette provision permet de couvrir le risque encouru sur les filiales à hauteur de la situation nette négative et/ou de tenir compte d'un risque financier.

(d) Cette provision permet de couvrir les charges découlant de nos obligations contractuelles (obligation de remise en état, clause de dédit, etc...).

(e) Les dotations et reprises effectuées au titre des participations et créances rattachées sont constatées pour couvrir les risques encourus sur les filiales.

(f) Les dotations et reprises constatées sur les créances clients proviennent essentiellement du passage des créances ordinaires et des créances douteuses en pertes sur créances irrécouvrables et des efforts de recouvrements sur l'exercice.

Provisions réglementées :

L'entreprise comptabilise en amortissement dérogatoire la différence entre les annuités dégressives et les annuités linéaires des biens acquis à partir du 1^{er} janvier 1994.

A partir du 1^{er} janvier 2005, ce poste concerne également l'amortissement dérogatoire constitué suite au maintien de la durée d'usage sur les composants « Gros Œuvre », « Toiture » et « Mécanique ».

Montant au 31-12-17 (K€)	Dotations 2018	Reprises 2018	Montant au 31-12-18
23 276	5 519	1 707	27 089

3.10 Décomposition du chiffre d'affaires H.T. :

(En K€)	2018	2017
Chiffre d'affaires France	980 397	869 739
Chiffre d'affaires Export	227 352	206 761
Total	1 207 749	1 076 500

3.11 Autres produits et charges :

Le montant des « Autres charges » de 8 274 K€ se compose essentiellement de redevances de licences versées, d'indemnités clients SAV et de passage en pertes des créances irrécouvrables, créances par ailleurs provisionnées.

Les « Autres produits », d'un montant de 2 272 K€, correspondent principalement aux indemnités pour retard de paiement facturés à nos clients.

3.12 Résultat financier :

La perte financière 2018 s'élève à – 2 393 K€ contre une perte de – 2 457 K€ en 2017. La formation de ce résultat s'explique principalement par les intérêts générés par les emprunts contractés auprès de la holding GeoPost.

3.13 Résultat exceptionnel :

La variation à la hausse du résultat exceptionnel passant d'un montant de – 2,9 M€ en 2017 à un montant de + 3 M€ en 2018 s'explique notamment par la réduction de l'amende de l'Autorité de la Concurrence.

IV - AUTRES INFORMATIONS

4.1 Engagements hors bilan :

a) Engagements donnés :

- Indemnités de départ à la retraite :

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière s'élèvent à 7 234 K€ au 31 décembre 2018 (contre 6 689 K€ au 31 décembre 2017). Ces engagements ont été calculés sur la base des hypothèses suivantes :

- Date des données = décembre 2018
- Taux d'inflation = 2 %
- Taux d'actualisation = 1,6 %
- Date de l'actualisation = décembre 2018
- Progression future des salaires = 2 %
- Age de départ à la retraite = 63 ans pour tous
- Conditions de départ = départ volontaire
- Charges sociales moyennes = 50,98%
- Méthode actuarielle = Méthode des unités de crédit avec salaire projeté et services proratés (PUC)

- Engagements relatifs aux contrats de Crédits - Baux :

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
➤ Crédit-bail mobilier :	486 K€	1 720 K€

IMMOBILISATIONS EN CREDIT BAIL

Poste Bilan (K€)	Coût d'entrée	Cumul Amort au 31/12/2017	VNC au 31/12/2017	Dotations aux amortissements 2018	Cumul Amort au 31/12/2018	VNC au 31/12/2018
Matériel informatique	4 987	3 382	1 605	1 151	4 533	454

ENGAGEMENTS CREDIT BAIL

Poste Bilan (K€)	Redevances payées		Redevances restantes à payer			Total à payer
	de l'exercice	cumulées au 31-12-2018	Jusqu'à 1 an	de + 1 an à 5 ans	+ de 5 ans	
Matériel informatique	1 234	4 874	486	0	0	486

- Autres engagements :

➤ La société a conclu des contrats de location longue durée et le montant des loyers comptabilisés est le suivant :

- Location véhicule : 5 742 K€,
- Baux immobiliers : 24 151 K€,
- Micro-informatique et licence : 1 095 K€,
- Location matériel technique : 2 831 K€.

L'échéancier des loyers restant à payer se présente de la manière suivante :

En K€	Montant des loyers restant à payer	- 1 an	+1 en et - 5 ans	+ 5 ans
Location véhicule	8 540	4 254	4 286	0
Location immobilière	202 419	17 051	89 801	95 567
Location matériel informatique et licence	2 578	1 204	1 474	0
Location matériels techniques	1 977	1 347	630	0
TOTAL	215 514	23 856	96 191	95 567

b) Engagements reçus

- Avals et cautions reçus d'établissements bancaires pour 10 392 K€,
- L'engagement relatif aux contrats de sous-location de baux immobiliers (établis avec des entreprises liées) s'élève à 2 701 K€,
- Caution de retenue de garantie sur travaux pour 130 K€.

4.2 Effectif à la clôture de l'exercice :

	31-12-18 (*)	31-12-17 (*)
Cadres	851	805
Agents de Maîtrise	543	523
Employés/Ouvriers	2 176	2 171
TOTAL	3 570	3 499

(*) Equivalent en temps complet

4.3 Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction :

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

4.4 Eléments concernant les entreprises liées et les participations :

Les transactions réalisées entre les sociétés du périmètre de consolidation sont effectuées à des conditions de marché.

4.5 Ventilation de l'impôt sur les sociétés :

L'impôt sur les sociétés s'élève à 21 396 K€, au titre de l'exercice 2018 et se ventile de la façon suivante :

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices	IS correspondant
Résultat d'exploitation	19 428
Résultat financier	-564
Résultat exceptionnel	698
Participation	1 833
Bénéfice	21 396

4.6 Participation des salariés aux résultats de l'entreprise :

La société a comptabilisé une provision pour participation de 7 774 K€ au titre de l'exercice 2018.

4.7 Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

L'allègement de la dette future d'impôt s'établit à 3 144 K€ taxables au taux de droit commun.

Le montant de l'accroissement futur d'impôt correspond aux amortissements dérogatoires, soit 9 327 K€, et est taxable au taux normal.

4.8 Consolidation Groupe :

Les comptes de la société Chronopost sont consolidés par intégration globale par la société GeoPost SA.

4.9 Intégration fiscale :

Le résultat fiscal de l'exercice 2018 de Chronopost est intégré dans le résultat d'ensemble du Groupe La Poste, conformément à la convention d'intégration fiscale. Le bénéfice fiscal de l'exercice s'élève à 63 M€ et s'ajoutera au résultat fiscal du groupe.

4.10 Honoraires de commissariat aux comptes :

Le montant des honoraires comptabilisés au titre des prestations réalisées par le commissaire aux comptes s'élève à 134 K€.

4.11 Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi :

Conformément aux recommandations de l'ANC, le CICE a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

Le CICE calculé sur le montant des salaires versés en 2018 s'élève à 5 M€.

Le CICE a permis de poursuivre nos efforts dans le domaine des ressources humaines (formation, recrutement et diversité) ainsi qu'en matière de développements informatiques et innovation.

0 0 0